

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA SEANCE DU 23 NOVEMBRE 2023
Délibération n°2023/06

**Date de la
convocation :**

13 novembre
2023

**Date
d'affichage :**

13 novembre
2023

L'an Deux Mille Vingt Trois, le vingt-trois novembre, à Quatorze heures Quinze, les membres du Comité Syndical du PETR Ternois – 7 Vallées se sont réunis en séance publique, au Pôle de Vie Communal, 8, route de Saint Pol de Croisette (62130), après convocation légale en date du Treize novembre Deux Mille Vingt Trois sous la Présidence de Monsieur BACHELET Claude, Président

Présents ou Représentés : Tous les membres en exercice, à l'exception de :

- | | |
|---------------------------------|-----------------------------|
| ▪ Monsieur BOCQUILLON Sébastien | ▪ Monsieur DOURLENS Jim |
| ▪ Monsieur DELARCHE Johann | ▪ Monsieur EVRARD Michel |
| ▪ Monsieur FAY Jean-Luc | ▪ Monsieur PRINGARBE Steeve |
| ▪ Monsieur GENELLE André | ▪ Madame QUENEHEN Isabelle |
| ▪ Monsieur HOGUET Benoît | ▪ Madame SERGENT Jeannie |
| ▪ Monsieur MAAS Franck | ▪ Monsieur THERET Benoît |
| ▪ Monsieur OLIVIER André | ▪ Monsieur VERNUSSE Eric |
| ▪ Monsieur CARPENTIER Yves | |
| ▪ Monsieur CRUPPE Jean Michel | |

Secrétaire de séance : Monsieur DOUAY François

**Nombre de
membres :**

En Exercice : 36
Présents : 20
De Votants : 19

**Objet de la
délibération :
Adoption du
référentiel M57 au
01/01/2024**

Monsieur le Président présente le référentiel budgétaire et comptable M57 à adopter au 01/01/2024.

Le référentiel M57 est l'instruction budgétaire et comptable la plus récente mise à jour par la DGCL et la DGFIP en concertation étroite avec les associations d'élus et les acteurs locaux.

Il permet le suivi budgétaire et comptable d'entités publiques locales variées appelés à gérer des compétences relevant de plusieurs niveaux : bloc communal, départemental et régional tout en conservant certains principes budgétaires applicables aux référentiels M14, M52 et M71 tels que le maintien d'une nomenclature par fonction ou par nature, l'existence de chapitres globalisés, etc... Ce référentiel M57 a été conçu pour retracer l'ensemble des compétences susceptibles d'être exercées par les collectivités et pour améliorer la lisibilité et la qualité des budgets et des comptes publics locaux.

La M57 prévoit des nouvelles règles comptables, tout en maintenant les principes de la M14 du vote par nature ou fonction du budget.

PLURIANNUALITE

La M57 définit les autorisations de programme (AP) et les autorisations d'engagement (AE).

Elle prévoit que les AP et les AE soient votées lors d'une étape budgétaire (budget primitif, décision modificative, budget supplémentaire) que l'assemblée se dote d'un règlement budgétaire et financier fixant les règles de gestion des AP et des AE et une présentation du bilan de la gestion pluriannuelle lors du vote du compte administratif ;

FONGIBILITE DES CREDITS

L'exécutif a désormais la faculté, s'il en est autorisé par l'assemblée délibérante de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même

section dans la limite de 7.5% des dépenses réelles de la section (à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) ;

GESTION DES DEPENSES IMPREVUES

Concernant les dépenses imprévues, la M57 prévoit la possibilité de voter des autorisations de programme et des autorisations de dépenses imprévues dans la limite de 2% des dépenses réelles de chacune des sections. Les mouvements sont pris en compte dans le plafond des 7.5% relatif à la fongibilité des crédits.

La M57 introduit un certain nombre de nouveautés concernant notamment le traitement comptable des immobilisations et leur amortissement avec la mise en place de la règle du prorata temporis, les provisions et dépréciations (obligation de constituer une provision dès l'apparition d'un risque avéré et une dépréciation dès la perte de valeur d'un actif) la suppression de notion de charges et produits exceptionnels le suivi individualisé des subventions d'investissement versées.

LA M57 EST APPLICABLE

- De plein droit, par la loi, aux collectivités territoriales de Guyane, de Martinique, à la Collectivité de Corse et aux métropoles, à la ville de Paris
- Par droit d'option, à toutes les collectivités locales et leurs établissements publics (art 106.III de la loi NOTRe) ;
- Par convention avec la cour des comptes, aux collectivités locales expérimentatrices de la certification des comptes publics (art 110 de la loi NOTRe) ;
- Par convention avec l'Etat, aux collectivités locales expérimentatrices du compte financier unique.

Au vu des éléments présentés, Monsieur le Président demande aux membres du Conseil Syndical de bien vouloir en délibérer ;

LE CONSEIL SYNDICAL :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

Considérant l'intérêt pour le PETR Ternois 7 Vallées de choisir la mise en place du référentiel budgétaire et comptable M57 ;

APRES en avoir débattu,

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés

Vote :

Pour : 19
Contre : 0
Abstention : 0

**Mention
exécutoire :
Oui**

Acte rendu
exécutoire après
dépôt en Préfecture
d'Arras le
30/11/2023
et publication et
notification du
30/11/2023

DECIDE :

- D'adopter le référentiel budgétaire et comptable M57 au 01/01/2024
- Autorise Madame le Président à adopter l'instruction budgétaire et comptable M57 à compter du 1^{er} janvier 2024,
- Maintient le vote du budget principal par nature,
- Retient les modalités de vote du budget du PETR Ternois 7 Vallées, soit au vote au niveau du chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement, avec les opérations « d'équipement pour information pour la section d'investissement » sans vote formel sur chacun des chapitres,
- Adopte les virements de crédits entre chaque chapitre jusqu'à hauteur de 7.5% des dépenses réelles de chaque section,
- Autorise Monsieur le Président à adopter l'instruction budgétaire et comptable M57 par droit d'option à compter du 01/01/2024, en vertu de l'article 106 III de la loi n°2015-991 du 07/08/2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république (NOTRe)
- A prendre tout acte et signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

